

INFOS ET ANALYSES LIBERTAIRES

Journal des groupes et liaisons de Toulouse, Perpignan, Carcassonne,
Saint-Gaudens, Grenoble, Auch, Région parisienne
Novembre 2015

EDITO -----

Infos & Analyses Libertaires a connu bien des aléas et/ou des vicissitudes et pourtant, depuis le début des années 80, ce titre a tenu une place non négligeable au sein de la galaxie libertaire.

Sans attache particulière à son origine, il est devenu porte parole de l'URSO (Union Régionale du Sud Ouest) au sein de la Fédération Anarchiste et par la suite, de juin 2002 à janvier 2015, l'organe officiel de la CGA.

A partir de février de cette année, il a retrouvé son autonomie. Aujourd'hui il est porte parole des groupes et liaisons de Toulouse, Perpignan, Carcassonne, Saint-Gaudens, Auch, Grenoble, Région parisienne...

Autogestionnaire dans son principe, ce titre d'un regroupement libertaire appelé à se développer reprendra les grandes lignes de l'anarchisme militant, à savoir l'anti-électoratisme, l'antiétatisme, l'athéisme, l'antifascisme, l'anticapitalisme et l'anti-patriarcat... En évitant de recourir aux thèses postmodernes, il est et sera à coup sûr le support des idées, informations et propositions qui s'opposent à toutes les formes de domination, d'exploitation et de pouvoir et à tout ce qui engendre l'exploitation et la misère, tout en défendant l'idée d'autogestion généralisée

Aujourd'hui nous vous livrons quelques réflexions à propos de l'antifascisme, de l'athéisme militant, des régionales à venir. S'y ajoutent des réflexions sur la guerre, les femmes et la Religion, le confusionnisme à l'assaut du milieu militant...

Dès à présent nous vous donnons rendez-vous, nous l'espérons nombreuses et nombreux, pour nos prochaines livraisons.

Elles seront à n'en pas douter porteuses des mêmes engagements, ceux qui ont été constamment les nôtres depuis nos entrées respectives en militance : favoriser le débat, défendre nos positions, porter à la connaissance de toutes et tous nos analyses et propositions et favoriser leur implication au sein des luttes présentes et futures...

Ni Dieux, Ni Maîtres !

Groupe Anarchiste de Toulouse-Novembre 2015

La tuerie de Janvier 2015 a été un choc d'une violence inouïe dans notre pays où la caricature politique est une pratique qui fait partie intégrante de la vie publique. Dans toutes les manifestations spontanées qui ont eu lieu après le massacre, les crayons brandis en hommage à ceux et celles de *Charlie Hebdo* étaient une réponse claire aux assassins : la liberté d'expression contre les kalachnikovs des fous de Dieu. Les fanatiques islamistes ne se sont pas trompés de cible, en allant tuer Charlie ils ont envoyé un message à tous les incroyants : pas touche à notre religion, sinon on flingue ! Les manifestant-es ne se sont pas trompés non plus : pas touche à la liberté de rire, pas touche à la liberté de ne pas croire et de se moquer du sacré.

Les massacres du 13 novembre 2015 nous ont replongés dans l'horreur de janvier, comme pour nous rappeler que la guerre continue. Là encore les fanatiques islamistes ne se sont pas trompés de cible en allant semer la mort et la terreur : à Paris comme en Syrie, sous la botte de l'Etat islamique, il est interdit de se divertir, de rire, de vivre et de jouir sans entrave ! Si tu ne te soumet pas à la loi religieuse tu meurs ! Encore une fois les « gens », les filles et les fils du peuple ne s'y sont pas trompés : c'est la liberté avec un grand L que les fous de Dieu veulent détruire.

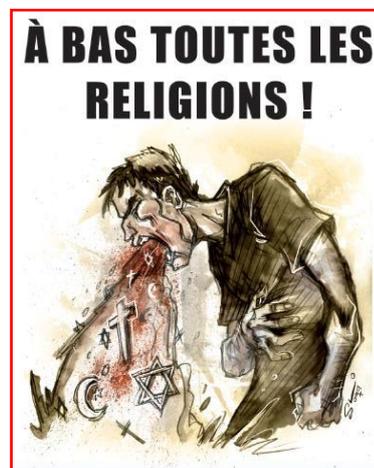
Ces horribles massacres sont un dur rappel à la réalité : dans de nombreux pays où l'Islam a force de loi, il ne fait pas bon être athée et encore moins le devenir : l'apostasie y est punie de mort. Il en va aujourd'hui de l'Islam comme il en est allé pendant des siècles de la religion catholique : « *si tu ne crois pas et si en plus tu le revendiques, tu dois mourir* ». Ici on exécute un blogueur athée, là on lapide une femme accusée d'adultère, le temps où l'on brûlait les sorcières et les hérétiques n'est donc pas révolu. L'obscurantisme et le fanatisme religieux n'en finissent pas de pourrir la vie du genre humain.

De tous temps en tous lieux, les religions ont ceci de commun qu'elles ont vocation à dire aux hommes et aux femmes comment ils et

elles doivent vivre et comment elles et ils doivent se soumettre. Face à la barbarie religieuse totalitaire, autoritaire, patriarcale, liberticide, les anarchistes doivent réagir et agir. Cela commence par affirmer ou réaffirmer un certain nombre de fondamentaux.

Les anarchistes ne croient pas en l'existence d'une entité surnaturelle créatrice et ordonnatrice de toutes choses. Le concept même de l'existence d'un dieu n'a pas sa place dans notre pensée. Nous pensons, tout simplement, et donc nous ne croyons pas. Compte tenu des circonstances il est important pour nous d'affirmer notre athéisme et de revendiquer haut et fort le droit inaliénable d'être des incroyant-e-s.

Libres penseurs, nous n'avons pas pour objectif d'empêcher les croyants de croire. Ceci étant posé, nous avons pour objectif de repousser et de maintenir les religions loin, très loin de la chose publique : la *respublica*. C'est en ce sens que nous pensons qu'il est indispensable de nous mobiliser pour défendre la laïcité des institutions publiques sous quelque régime que ce soit. En France, la laïcité est en danger permanent : quand elle n'est pas récupérée par le FN, elle est confondue avec un œcuménisme religieux qui voudrait nous faire croire (encore la croyance) qu'il ne saurait y avoir d'humanité sans religion.



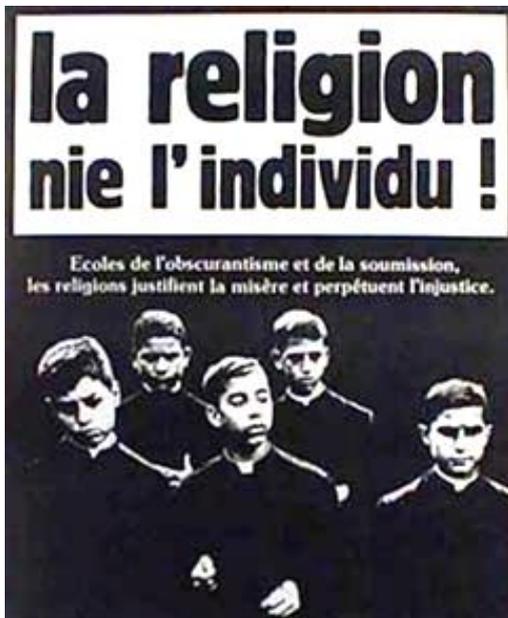
Dans une bonne partie du monde l'athéisme est réprimé dans certains cas très durement. En France l'invisibilité et l'occultation du fait athée sont une évidence. Si dans les jours qui ont suivi le massacre de janvier un nombre remarquable de personnalités intervenant sur les plateaux de télévision ont affirmé être athée, tout est vite rentré dans l'ordre. Pas un débat sans la présence d'un curé, d'un imam et d'un rabbin pour faire bonne mesure. L'amalgame entre culte et culture va toujours bon train et est la source de toutes sortes de confusions. Les religieux de tout poils peuvent se frotter les mains : la République pourtant laïque les maintient en position d'interlocuteurs incontournables. A ce jeu-là le *vivre ensemble* n'est pas loin du *prier ensemble*.

Le « # *Pray for Paris* », largement relayé par les medias après les attentats de novembre, est emblématique de cette confusion.

A y bien réfléchir, il n'y a pas lieu de s'étonner que la République, qui défend sans complexe un modèle de société fondé sur l'inégalité économique et sociale, soit plus à l'aise avec les marchands de charité et de résignation qu'avec ceux et celles qui préfèrent la solidarité dans les luttes pour l'émancipation du genre humain.

Voilà pourquoi il faut nous battre sans relâche pour la liberté et en particulier celle de penser que Dieu n'existe pas et que, quoiqu'on en pense, ce n'est pas à la religion de dire le droit et de régenter nos vies.

Ni Dieux, Ni maîtres !



Les groupes fascistes, l'État, et ses « citoyens », unis comme les trois doigts d'une main levée

Fabien G.

C'est étrange, cette odeur... Les medias nous causent chaque jour de terribles menaces terroristes à tendance basanée, de l'actualité familiale des pures souches nationales à tendance borgne, de ces vagues de migrants prêtes à submerger la nation et à en noyer ses habitants, de Roms asociaux, d'anars sectaires complotant leurs sabotages, etc.

Sous le sourire des puissants et des fascistes de tous rangs, les gens s'arment de peur, se réfugient derrière leurs murs, leurs écrans, sous leurs caméras de vidéo-vigilance, derrière cette rage aisée que l'on voue au plus pauvre que soi, faute de voir plus loin. Gavés jusqu'au cou de nouvelles sordides et effrayantes, on en oublierait presque qu'un petit paquet de salauds blindés jusqu'à l'os s'amuse à nous voir, petites oies malléables, succomber à la crainte et s'engager aveugles vers la route qu'elle nous trace...

Nouvelles des Fronts !

Côté nostalgique des bottes miliciennes et des guerres coloniales, le vieux borgne Étron National et son aryenne de fille font causer d'eux. Les médias se précipitent tête dans le guidon pour nous conter quasiment jour après jour les aléas risibles de l'extrême droite votarde. Quand l'Information se fait propagande et s'évertue à populariser les populistes les plus nauséabonds...

Ainsi, le vieux nazillon lève un peu trop le bras vers le ciel, l'esprit gazé, détaillant l'histoire sous son seul œil réactionnaire... Le parti purge, tentant tant bien que mal de redorer son image rouillée. Malgré cela, chassez le naturel, il revient mon salaud ! Il faudrait être sacrément naïf pour ne pas constater les quelques abominations des villes passées FN... Entre les provocations du maire de Béziers, ce cinglé du tout-sécuritaire, pleureuse de l'Algérie française, et les projets polémiques de l'élu Front National de Mantes-la-Ville, en Île de France, ces artistes enflammés nous sortent toute la palette bleu blanc rouge et peignent avec leurs gros doigts la France de demain. Avant décision négative du tribunal administratif de Versailles, le maire de Mantes-La-Ville s'imaginait récupérer un local initialement destiné à recevoir une mosquée, en vue d'y installer un nouveau commissariat ! Le FN, un projet, une obsession : emmerder par tous les moyens les populations maghrébines, pourtant déjà bien stigmatisées et fliquées.

Les identitaires n'ont pas encore paumé leur identité et continuent d'analyser finement l'univers politico-social. Ainsi, vu sur le site net de "réinformation" (!) Novopress, « Dure, dure, la vie de prison ? Pas tant que ça à en croire les photos postées par les détenus sur les réseaux sociaux. Entre portables et connexions à internet, la "sévérité" de la peine pose question ». Il apparaît évident que pour les adorateurs de châtiments mortels, des guillotines à ciel ouvert, pour tous ces tortionnaires et belliqueux, rester cloîtré entre des barreaux pour se voir crever lentement, dans un microcosme de violences et entouré de matons névrosés, ne doit pas sembler une peine suffisante...

Bref, si les nervis fascistes et autres épurateurs cérébralement épurés poursuivent inlassablement leur combat pour toujours plus nous polluer la cervelle de leur idéologie conservatrice et guerrière, les États en place et les médias à leur cul mènent déjà le travail, et de manière plus efficace encore...



Quand enfin parvenus sur le trône, les puissants chient toujours sur les mêmes...

Quel que soit son bord, l'oligarchie politicienne n'est que rarement inquiétée par la justice et vit seule et heureuse sur son nuage, tandis qu'une certaine partie de la population ramasse inévitablement les coups. Et actuellement les beignes de l'État « socialiste » se font rudes.

Victimes un demi-siècle plus tôt d'un génocide hallucinant occulté par l'Histoire aux penchants amnésiques, tuerie au cours duquel au moins 800 000 d'entre-eux périrent, les Roms subissent toujours la même haine des États, de tous les États. Que ce soit en Roumanie ou en Hongrie, victimes des attaques fascistes sous la complicité des flics pour le coup étonnamment laxistes, ou en France, « terre d'asile », les Roms ne trouvent aucun refuge. Encore récemment, le 27 août, c'est à la Courneuve, en Seine-St-Denis, que le plus vieux bidonville Rrom vient d'être évacué sous une pluie battante et encerclé par une vingtaine de cars de CRS, au cas où... Aucune solution de relogement, quelques tentes et sacs de couchage offerts de bon cœur... A Strasbourg, les mêmes populations sont parquées dans un hangar de tôle, surveillées par des vigiles, harcelées par les venues répétitives des condés, défendues de communiquer avec la presse alternative. Bref, un racisme qui fait consensus, de gauche à droite, en passant par le centre et le milieu...

Dans le même temps, alors que la Méditerranée engloutit dans ses flots quelques milliers de migrants d'Afrique du Nord, la ville de Paris poursuit sa répression acharnée. Le 9 juillet, un campement se voit délogé par la police, avec l'aide d'EMAÜSS et du Front de Gauche, entre autres !... Relogés dans des centres pour une nuit seulement, ou dispersés dans des hébergements éparés, ici le but consiste à détruire toute velléité de lutte collective.

Pourquoi ne pas s'inspirer de la Hongrie fasciste et de sa plus grande clôture d'Europe, un barbelé de plus de 175 km placé à la frontière serbe afin de lutter contre « l'invasion » ?... La SNCF de Calais n'est pas bien loin derrière l'extrême droite hongroise, avec sa propre clôture barbelée visant à entraver le passage de migrants à destination de l'Angleterre. Aide précieuse du nazisme avec ces wagons affrétés pour le transport de la matière humaine dans les années 40, le Rail se fait encore complice des États totalitaires et l'Histoire se mord la queue...



Fer de lance de l'actualité, citons encore l'islamiste endoctriné prêt à se faire sauter le caisson en pleine heure d'affluence au vide-grenier de Saint-Ouen, entre le stand des céramiques et la collec' des BD de Tintin ! A grand renfort de nouvelles fracassantes dans les médias - découverte de caches d'armes, de tentatives terroristes avortées - on cultive par là même la haine du maghrébin quelconque, qu'il soit non-pratiquant, attaché à deux/trois de ses traditions, ou bien le croyant basique croisé au quotidien. Bref, déjà victimes de nombre de bavures meurtrières dans les quartiers, des contrôles policiers au faciès, déjà mal vues, harcelées, écartées du marché de l'emploi, les populations maghrébines subissent plus encore qu'auparavant les discriminations et le racisme. Racisme d'État, et racisme populaire... Car le fascisme ne prend pas forme seulement et uniquement dans les sphères du gouvernement ou dans des groupuscules endoctrinés. Le fascisme étend sa lèpre sur le peuple qui, le cerveau retourné par la peur, la crainte de l'Autre, par les images

télévisées et les gros titres des médias étatistes, s'en fait le complice dans son silence, dans ses propos, ou dans ses actes.

Bien planqués à l'ombre, les enfants de Jean Moulin et de Pétain...

Un grand nombre d'individus s'arrange bien souvent et bien malheureusement des logiques de haine, de méfiance et de repli. Si l'autre con de maréchal a pu avoir l'aval, l'appui et le consentement de ses compatriotes dans les sombres années de la collaboration, le gouvernement Valls et Hollande n'a lui non plus pas à se plaindre. Notre mutisme est certes un bon allié des gouvernements répressifs, mais la complicité du peuple dans ses actes et ses initiatives les rendent encore plus forts.

Ainsi, il n'est même pas nécessaire d'être encarté dans un parti d'extrême-droite pour en imiter la militance. Pour revenir à Calais, c'est une sexagénaire et sa fille qui, publiant une vidéo sur le net dans laquelle elles clamaient leur colère et leurs attentes de l'État en matière de répression et d'action à l'encontre des migrants, ont ainsi fait la joie des nationalistes, lesquels se sont empressés de reprendre à leur compte la vidéo sur les réseaux. Dans le même esprit, un groupe de riverains, « Les Calaisiens en colère », exige la présence accrue de patrouilles policières. Le collectif appuie ainsi de plein pied la politique sécuritaire, bien loin de s'insurger du traitement des migrants, encerclés par les barbelés et entassés dans des bidonvilles de fortune.

Dans le même principe, nous voyons se développer les panneaux signalétiques « Voisins Vigilants », aux abords de certains villages ou lotissements. « Voisins Vigilants » est une plate-forme internet " *permettant de mettre en relation les habitants d'un même quartier pour lutter ensemble contre le fléau des cambriolages de manière simple et gratuite. Vous allez créer un cadre de vie agréable où le partage, l'entraide et la solidarité sont les valeurs essentielles qui rassemblent le voisinage.* ", peut-on lire sur le site. Outil d'entraide, mon cul ! Parlons explicitement d'outil de délation ! Les communautés de voisins vigilants travaillent main dans la main avec la police, à la manière de milices de quartier. Au moindre élément anormal, c'est tout un engrenage de messages, textos et mails, qui s'orchestrent et se mettent en branle. Sous le voile de la citoyenneté, l'État totalitaire se dote d'une véritable garde populaire et bénévole !

Question milices, rappelons-nous également l'affaire Charlie Hebdo, suivie de ratonnades spontanées et d'attaques contre des mosquées. Gardons aussi en tête les mouvements allemands contre l'Islam, tribunes pour racistes en tout genre. Si les horreurs de Daech et des fanatiques religieux sont vomitives et méritent notre révolte la plus profonde, le coup de l'émotion et son martelage médiatique conduisent parfois d'autres horreurs, comme celle de s'en prendre sans raison à des individus pour leur simple origine, couleur de peau, culture ou religion.

Dans un monde où les êtres sont de plus en plus comprimés par les lois du marché, les politiques d'austérité, les manœuvres antisociales de gauche comme de droite, il ne tient qu'à nous de garder la tête au-dessus de toute cette pestilence, de cerner les liens qui nous tiennent et nous asservissent aux logiques de haine et de repli, de se dépêtrer autant que faire se peut de toute la désinformation médiatique, éteindre ces téléviseurs dévidoirs à connerie, et aller au-devant des faits, au-devant de ces êtres haïs, comprendre, voir la misère de ses propres yeux et non pas à travers le prisme des dominants et de leurs binocles en culs-de-bouteille !

Et peut-être résoudrons-nous pas mal de nos problèmes en nous alliant plutôt qu'en nous foutant sur la gueule, indéfiniment, sous le sourire des puissants et des fascistes de tous rangs...



La religion est une violence faite aux femmes

Le Groupe Anarchiste Albert Camus – Toulouse

Saint Augustin, Sermon 322 : « *Homme, tu es le maître, la femme est ton esclave, c'est dieu qui la voulu.* », ou bien encore « *Le Christ est le chef de tout homme et l'homme est le chef de la femme. [...] L'homme n'a pas été tiré de la femme, mais la femme de l'homme ; et l'homme n'a pas été créé pour la femme, mais la femme pour l'homme.* » (Saint Paul,

Première Épître aux Corinthiens, XI.).

« *Si la femme sort sans honneur, qu'elle ne s'étonne pas que les hommes abusent de cette femme-là* », Rachid Abou Houdeyfa, imam de la mosquée de Brest, proche du Collectif contre l'islamophobie en France, qui enjoint les femmes musulmanes à porter le voile en justifiant au passage des agressions sexuelles pour celles qui ne le porteraient pas.

« *...tes désirs te porteront vers ton mari mais il dominera sur toi* », Premier Testament, Genèse 3 verset 16.



La liste est longue des écrits des trois religions du Livre et de leurs interprétations par les religieux où les femmes sont impures, jalouses, intéressées, inconstantes, capricieuses... et où elles doivent se soumettre aux hommes. Quoi d'étonnant alors que des violences réelles ou symboliques en soient la conséquence. Il n'est pas besoin de se tourner vers les abjections les plus assumées de l'Etat Islamique pour constater que les femmes ont à craindre pour leur vie et leur liberté dès lors qu'une religion pointe son dieu.

Comment comprendre alors la tendance ces dernières années à tolérer l'occultation du principe de liberté de conscience contenu dans

la Laïcité par le respect pacifiquement admis « de toutes les religions ». Ces ancestraux systèmes d'aliénation de l'individu et d'oppression des femmes sont donc devenus aux yeux de certain-es respectables. On pourrait qui plus est être catholique féministe ou musulmane féministe, remettre en cause l'oppression des femmes tout en adhérant à un système de pensée l'exacerbant. Le problème posé par les religions ne se limite pas aux revendications portées par leurs représentants - contre le divorce, l'avortement, la contraception, l'homosexualité - ce sont leur conception même qui contient la domination et en particulier la domination masculine.



Dieu n'existe pas, les hommes qui l'ont créé si.

Les hommes ont créé dieu selon les représentations historiquement déterminées qu'ils avaient des femmes et des rapports sociaux de sexe qui devaient être à l'œuvre.

Les femmes ne sont que des inférieures, issue d'une côte d'Adam pour des religions créées, gérées pour et par des hommes. Religions qui inventent le péché d'être femme, descendante d'Eve donc tentatrice pour l'éternité. Le crime des femmes serait la désobéissance et la volonté de savoir et cette haine est en partie celle de la liberté, de l'intelligence et de ce qu'elles représentent pour les hommes : le désir, le plaisir...

Les religions du Livre ne reconnaissent qu'une place possible pour les femmes dans ce monde celle de mère et d'épouse. La cellule de base de la communauté étant la famille, la place des femmes y est clairement

définie quelle que soit la religion : au service de l'homme et de sa progéniture. Les autres femmes sont donc des « sorcières » ou des « putes ». La religion représente encore aujourd'hui un des bastions du patriarcat partout où elle se trouve et la loi religieuse sacralise la domination des hommes sur les femmes.



Les déclarations des églises et leurs pseudo questionnements restent l'expression d'une position profondément misogyne (la femme a-t-elle droit à une âme ?) et d'exploits tristement célèbres (chasse aux sorcières, femmes mineures à vie, manifestations contre l'avortement, injonctions de porter le voile ...). Attendre qu'elles se modernisent et affichent des idées d'égalité est non seulement illusoire mais un non-sens en soit. Illusoire parce que pour exemple le catéchisme réécrit par Rome n'arrive à concéder que « *les membres de la famille sont des personnes égales en dignité* » ... sans commentaire.

Un non-sens, car la seule croyance en un dieu suppose d'admettre une hiérarchie entre un dieu tout puissant et l'humanité, entre l'homme et la femme. Elle engendre un rapport à la vie particulier, un rapport de soumission sur terre pour « atteindre la plénitude dans l'au-delà ».

Pour les femmes, ces promesses d'un au-delà meilleur signifie supporter « ici-bas » la domination de l'homme, des hommes, et donc les viols et autres violences : « *La femme, elle ne sort de chez elle qu'avec la permission de son mari (...). Le soir, il a un besoin, il a une envie, elle ne veut pas... L'homme il craque... Qu'elle sache que les anges la maudissent toute la nuit dans le cas où elle se refuse à son mari sans raison valable.* », Nader Abou Anas, prédicateur qui enseigne le coran et l'arabe au sein de l'association D'CLIC à

Bobigny et qui assume sur son site communautaire l'appel au viol conjugal.

Pour vivre libre, vivons sans dieu

Aussi incompréhensible pour la raison que cela puisse être, ces dernières années ont vu le retour de la visibilité de la parole et des idées religieuses dans l'espace public et politique.



Alors même que la majorité des français-se se déclarent athées ou sans religion, une tolérance idéologique envers les religions s'est progressivement imposée, notamment envers leurs expressions les plus misogynes, homophobes, lesbophobes. Cette tolérance allant même jusqu'à prôner la limitation d'expression politique critique ou athée pouvant heurter les croyants, le blasphème en tête. Si le blasphème n'existe que pour celles qui y croit, en user reste la moindre des choses face aux idées religieuses qui, elles, ne se censurent en aucune circonstance.

La « manif pour tous », les assassinats de personnes athées à Charlie Hebdo ont suscité des mouvements populaires visant notamment à combattre ces expressions fascisantes des religions et à rétablir la liberté d'expression, de conscience et l'idée d'égalité. C'est bien en affirmant notre athéisme que nous combattons le fascisme religieux et les autres.



En mer Méditerranée : le libéralisme et le capitalisme à l'œuvre !

Edi Nobras - Août 2015

Parler d'immigration cela revient à parler de l'entrée, dans un pays ou sur un continent, de personnes « étrangères » qui y viennent pour y séjourner et y travailler.

L'Europe est, à ce titre, une terre de migration de longue date.

De nos jours, en France, le HCI¹ définit un immigré comme une « *personne née étrangère à l'étranger et entrée en France en cette qualité en vue de s'établir sur le territoire français de façon durable* ».

L'IMMIGRATION : LES DIFFERENTS STATUTS... LES RAISONS PRINCIPALES... LES RISQUES ENCOURUS...

L'immigration « légale » est celle dont les modalités d'entrée ont été certifiées remplies par le pays de destination pour que l'émigrant vienne séjourner et même travailler. En revanche, l'immigration est considérée comme « clandestine » lorsque les émigrants pénètrent dans un pays étranger, sans avoir rempli les modalités requises selon les normes du pays en question.

Il est utile de rappeler que l'immigration a, dans les temps passés, été encouragée par les pays européens au regard de leur besoin de main d'œuvre.

La « clandestinité » est donc issue de la mise en œuvre dans les pays d'immigration, d'une politique économique et sociale, elle-même conséquence d'une baisse de charge au sein de la production et donc d'un besoin de main d'œuvre revu à la baisse.



Les raisons qui conduisent à l'immigration sont multiples : d'ordre professionnel ; politique (fuites face à des persécutions) etc. L'immigration « clandestine » quant à elle, est le plus souvent d'ordre économique. L'immigration est issue de pays pauvres. Elle cherche un niveau de vie digne et est dirigée principalement et logiquement, vers les pays riches.

Cette immigration subit outre les tracasseries et privations de liberté, des conséquences plus graves encore.

Au moment de la traversée de la mer, les petits navires des « clandestins » souvent chavirent, entraînant dans la mort des hommes qui ont caressé un temps le rêve de s'en sortir socialement et économiquement et recouvrer une vie digne !

¹ Haut Conseil à l'Intégration

Ainsi jusqu'au printemps 2015, le drame de Lampedusa² ces tragiques disparitions restaient couvertes par le silence complice des États bordant la Méditerranée. Les disparitions récentes de centaines de personnes³ relèvent d'une véritable "hécatombe".



Du reste, depuis l'année 2000, 22 000 migrants⁴ seraient morts, pour la plupart, en tentant de gagner l'Europe en traversant la Méditerranée - soit 1 500 morts par an !

1 776, C'est le nombre de migrants portés disparus en mer Méditerranée depuis le 1^{er} janvier 2015. Ces hommes, venus en grands nombres de Syrie, d'Erythrée, de Somalie, d'Afghanistan, du Nigeria, de Gambie, du Sénégal, du Mali, du Soudan, de la Côte d'Ivoire... quand ils parviennent à en réchapper, vont vivre le plus souvent dans le plus total dénuement. Loin des leurs, des personnes qu'ils aiment, de la terre où ils sont nés. Ils seront alors confrontés à la traque policière, à la misère économique et sociale, au racisme quotidien. Une totale « absence » de vie, sans quasiment aucun espoir pratique de s'en tirer.



LES POLITIQUES EUROPEENNES MISES EN ŒUVRE

L'Europe a consenti un budget mensuel de 3 millions d'euros pour mettre en œuvre l'opération « *Triton* », opération lancée le 1^{er} novembre 2014. D'une durée non définie à l'origine, elle dépend pour l'essentiel du budget alloué à l'Agence de contrôle des frontières extérieures de l'Europe (*Frontex*) en 2015⁵ :

L'opération *Triton* se donne comme but la surveillance, elle est conduite sous l'égide de *Frontex* et se situe dans les eaux territoriales européennes.

C'est au cours du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement qui s'est déroulé à Bruxelles, le 25 juin 2015, qu'un accord minimal sur l'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés a vu le jour, après sept heures de querelles intestines...

² En octobre 2013, drame au cours duquel 366 migrants trouvèrent la mort, noyés.

³ 700 lors du naufrage d'un chalutier, auxquelles s'ajoutent près de 400 personnes noyées le 12 avril.

⁴ D'après les données parues dans un rapport du collectif The Migrants Files.

⁵ A hauteur de 114 millions d'euros.

C'est la question des « quotas » qui a fait problème, l'expression elle-même étant rejetée par Paris...

UN CONTROLE PLUS STRICT DES ARRIVANTS

Au stade actuel, le seul accord véritable de ce Conseil a porté sur le contrôle, plus rapide et plus strict, des arrivants. Des centres d'enregistrement prendraient leurs empreintes et détermineraient leur statut. Une sélection s'opérerait plus vite entre ceux qui pourraient bénéficier d'une protection temporaire, les candidats à l'asile, et ceux qui seraient renvoyés. Des associations craignent déjà des refoulements massifs ou une longue mise en quarantaine de nombreuses personnes.

Au demeurant le simple rappel des politiques mises en œuvre auparavant, avec *Frontex* notamment, nous renvoie à la seule dimension de l'arsenal européen mis en œuvre depuis une quinzaine d'années : le flicage et la répression !

Les temps ne changent vraiment pas.

CONTROLE ET GESTION DES FRONTIERES

Afin de renforcer le contrôle aux frontières extérieures, la Commission européenne a proposé de :

- ★ Créer un corps européen de gardes-frontières (des études exploratoires sont financées dans le cadre du programme ODYSSEUS),
- ★ Harmoniser les méthodes de formation des gardes-frontières (des projets pilotes sont développés au sein du collège européen de police),
- ★ Améliorer la coopération entre les ressources administratives à travers un échange de fonctionnaires de liaison,
- ★ Coordonner la coopération administrative (collège européen des gardes-frontières),
- ★ Fédérer la gestion des systèmes qui collectent l'information en matière de flux migratoires.

Frontex

C'est un mode de contrôle et de régulation créé entre 2000 et 2001 à partir des accords qui ont fait suite aux rencontres Dublin I et Dublin II. Ces accords prévoient un partage des responsabilités entre les Etats membres dans le domaine de l'asile.

En juin 2002, le conseil européen réuni à Séville amorce le processus de gestion conjointe des flux migratoires, souhaité pour tous les accords à venir.

En 2004, c'est l'adoption du Programme de La Haye qui doit cadrer les politiques européennes de sécurité jusqu'en 2009.

L'année 2004 est aussi et surtout celle qui scelle l'externalisation des politiques d'asile. Sont alors abordés la création de camps d'exilés hors d'Europe et les premiers accords en matière d'asile avec la Libye.

Le 26 octobre 2004, le Conseil adopte le règlement n°2007/2004 portant sur la création de l'agence européenne de gestion des frontières extérieures **FRONTEX**, créée le 1^{er} MAI 2005. Elle devient opérationnelle le 3 octobre 2005.

Le rôle essentiel de **Frontex** est de :

- 1) Coordonner la coopération opérationnelle des Etats membres en termes de sécurité aux frontières.
- 2) Mener des analyses de risques.
- 3) Assister les Etats membres dans l'organisation d'opérations de retour conjointes.
- 4) Assister les Etats membres dans l'entraînement des gardes frontières.
- 5) Suivre les recherches et le développement en matière de sécurité aux frontières.
- 6) Assister les Etats membres dans les circonstances exigeant une assistance technique et opérationnelle accrue.
- 7) Déployer les équipes d'intervention rapide dans les Etats membres.
- 8) Assurer à la commission et aux Etats membres une assistance technique et l'expertise nécessaires.

Le 11 juillet 2007 : le règlement européen n°863/2007 crée les équipes d'intervention rapide aux frontières (RABIT), dans l'esprit de ce qui avait été proposé par le programme de la Haye pour agir collectivement contre l'afflux de migrants.

Les RABIT sont des équipes de réaction rapide constituées d'experts capables de fournir une assistance technique et opérationnelle rapide et à court terme aux gardes frontières nationaux en période d'afflux importants de migrants aux frontières extérieures de l'Europe.

Ces experts se mettent au service de l'Etat hôte et sont payés par leur Etat d'origine.

Durant les opérations, ils portent leur propre uniforme national et le brassard bleu de **Frontex**.



IMMIGRATION ET MAIN D'ŒUVRE

Il est impératif de signaler que la « clandestinité » est devenue monnaie courante au vu des situations sociales existant dans les pays d'origine d'une part et de la nature profondément régressive et répressive des politiques mises en place (en matière d'immigration) dans les pays riches d'autre part.

Ainsi la politique de gestion de l'immigration dite « clandestine » génère-t-elle un statut de « Sans Papiers », statut qui renvoie des populations entières à une absence totale de droits.

Les personnels chargés de la stigmatisation et de la criminalisation de ces mêmes populations - leur contrôle, leur arrestation, les rafles, leur reconduction aux frontières - savent aussi fermer les yeux sur l'emploi de Sans Papiers par un patronat prêt à sortir de la « légalité » pour pouvoir satisfaire ses intérêts immédiats : exploiter une main d'œuvre à bon marché, totalement privée des droits applicables aux salariés « légaux ».

Il est un fait avéré, c'est que les politiques d'immigration ont de tous temps et en tous lieux favorisé les intérêts du capitalisme privé ou d'Etat.

La volonté patronale de surexploiter une main d'œuvre fragilisée par son absence de statut favorise la persistance d'un travail illégal dans ces secteurs.

A cela nous nous devons d'ajouter que les salariés issus de l'immigration subissent une exposition au chômage deux fois plus grande que celle des autochtones.



UNE CONCLUSION S'IMPOSE

Nous l'avons vu, la bourgeoisie européenne a anticipé les restructurations capitalistes et tout en continuant à s'enrichir sur le dos de celles et ceux qui produisent pour faire fructifier ses taux de profit, elle a mis en place un certain nombre de dispositifs. A cet effet, elle a diversifié ses sources de revenus. Elle a fait des étrangers et de l'immigration une cible privilégiée. Elle a, notamment en France au travers de son « ministère de l'immigration et de l'identité nationale », réactivé le discours nationaliste, la xénophobie, en fait l'hostilité à l'égard des étrangers.

Dans ce contexte, le sempiternel discours sans cesse répété d'une France *«patrie des droits de l'homme»* relève de la plus totale incongruité. Une France qui ne cesse de promouvoir une politique de plus en plus restrictive de l'asile. Pire même, nous assistons dans la dernière période à un développement rapide, tant en France qu'en Europe, de mouvements de type fasciste, qui associent à l'habituelle activité de diffusion idéologique, une activité d'implantation sociale ainsi qu'une activité de rue agressive.

Sans se préoccuper des contenus des lois anti-immigration en vigueur mais en s'appuyant sur elles, ces mouvements font de « l'immigration » et de « l'étranger » les responsables de toutes les difficultés et de tous les maux que les peuples peuvent subir. Les agressions racistes peuvent rapidement s'amplifier si nous n'y prenons pas garde.

LES ANARCHISTES FACE A CES DERIVES

Les frontières, la misère

Les anarchistes ont combattu pour les droits de tous les peuples à pouvoir se déplacer hors de leurs frontières. Notre position, favorable à l'immigration prend logiquement ses racines dans la nécessaire abolition des frontières, matérielles et étatiques mais n'oublie pas pour autant la solidarité avec les immigrants qui fuient une misère économique et sociale, le plus souvent conséquence des anciennes politiques colonialistes ou bien des conditions imposées dans leurs pays par le capitalisme, qu'il soit international ou du cru.

La globalisation économique

Le mouvement anarchiste dans son ensemble fait de la lutte contre la « globalisation économique » un des points fondamentaux de son investissement militant et n'ignore pas la connexion profonde qui existe entre cette globalisation et les politiques qui sont mises en œuvre contre l'immigration.

Immigrants obligés de quitter leurs pays à cause des polices, des institutions et des accords tels que l'ALENA, l'OMC, la Banque Mondiale et le FMI.

La notion d'Etat, la notion de territoire

L'anarchisme peut apparaître, dans un premier temps, comme un courant politique qui se donne pour objectif à terme, la suppression de l'État. Mais l'anarchisme, s'il milite pour le rejet de tout Pouvoir et s'il lutte en faveur de toute absence de commandement, ne se limite pas pour autant à la seule dimension antiétatique. Nous pouvons affirmer que si l'anarchisme est antiétatique, il n'est bien évidemment pas que cela.

Par ses aspirations et ses propositions, il se situe dans le cadre de la distinction faite en anthropologie entre société sans État et société étatique. Au-delà de la dimension étatique, l'anarchisme porte un projet de transformation sociale plus vaste qui recouvre aussi bien l'économie, tous les rapports de domination, le rapport de l'homme à la nature ou les rapports inter ethniques.

L'anarchisme est une remise en cause qui va bien au delà du seul pouvoir politique. Il revendique une remise en cause de tous les fondements qui transcendent l'organisation sociale.

Ainsi, pour les anarchistes, la notion de territoire ne s'envisage ni sous l'angle de la propriété ni sous l'angle des hiérarchies. C'est une notion qui n'implique aucunement les guerres ou l'exclusion des autres. Elle est par essence une notion ouverte qui admet la libre circulation et la libre installation. On peut ajouter qu'ici, la question du rapport de l'homme à son territoire induit logiquement la question du rapport entre le « nous » et les « autres ».

La notion de territoire, dans le cadre de la théorie anarchiste, se pose sous l'angle des rapports interethniques, c'est-à-dire des rapports entre les différents peuples et les différentes cultures. Ces divers positionnements et affirmations se sont exprimés et s'expriment encore dans l'investissement des organisations anarchistes et de très nombreux libertaires dans les luttes autour de la cause des sans-papiers.

Face au racisme : plutôt que des bons sentiments des luttes sur le terrain social!

La lutte contre le racisme, pour être efficace, ne peut ni ne doit se limiter aux démonstrations simplement humanistes. Pour être efficace, nous pensons que l'antiracisme doit intégrer la dimension sociale à sa grille d'analyse et ainsi démontrer que nos véritables ennemi-e-s ne sont pas les plus précaires parmi nous (les immigré-e-s) mais nos exploités.

La lutte doit donc se mener sur le front social en développant des solidarités de classe.

De l'inanité du système électoral, quand c'est la société qu'il faut changer!

Les diverses élections (présidentielles ou autres) n'amènent que des changements à la marge. Des changements de personnes, celles qui gèrent la société, mais jamais un changement de système.

Les gouvernements de droite comme de gauche n'ont cessé d'expulser des étrangers et de restreindre toujours plus le droit des immigrés, considérés comme variable d'ajustement du système économique. Le mouvement social en général et le mouvement antiraciste en particulier ne doivent rien attendre des échéances électorales.

Solidarité avec les sans-papiers : régularisation, liberté de circulation et d'installation !

Pour celles et ceux qui souhaitent combattre le racisme, la présence aux côtés des personnes Sans-Papiers est non seulement une nécessité mais elle relève aussi d'une démarche à plus long terme : en finir avec cette société honnie dans laquelle les individus sont stigmatisés en fonction de leur ethnies, de leur couleur de peau, de leur origine sociale et en fonction de leurs lieux et pays ou continents d'origine.

Partout les sans-papiers, donc sans droits, sont hyper-précarisés, surexploités au travail et mènent une vie au rabais toujours sous la menace de l'arrestation et de l'expulsion. Loin d'être des profiteurs du système, ils en sont comme nous les victimes, mais de façon encore plus flagrante. A partir de ce simple constat de bon sens, les luttes sur le terrain social doivent toujours mettre en œuvre cette solidarité de façon concrète et efficace.

Puisque le droit des étrangers continue d'être bafoué, il est même en régression constante, nous devons construire un mouvement populaire massif pour obtenir la régularisation de toutes les personnes sans-papiers et la liberté de circulation et d'installation.



Pour un monde égalitaire débarrassé des frontières

Si dans un système fondé sur les inégalités et la concurrence entre Etats et individus, nos revendications en faveur de la régularisation ne paraissent pas réalistes aux yeux des tenants des politiques d'exclusion, elles le deviendraient dans un monde où les individus vivraient de manière égalitaire, sans hiérarchie, sans frontières et sans les oppositions factices qu'elles engendrent.

Dans un monde où les décisions seraient prises collectivement.

Si nous sommes convaincus que les frontières et les contrôles des flux migratoires sont des outils de la guerre économique utilisés par les États au profit de leurs bourgeoisies, il nous faut tout mettre en œuvre afin de développer une solidarité internationale entre exploités.

C'est certainement plus facile à dire qu'à faire, nous en sommes conscients, mais en revanche ce n'est pas impossible. Nous nous y emploierons car les révolutions qui nous ont précédés ont toujours montré qu'il n'y a pas de forteresse que nous ne pouvons faire tomber.

A propos des régionales à venir... Chronique d'une fascisation annoncée

G.A.P.A. Perpignan

Dans le paysage électoral, les régionales font bande à part. En effet elles consacrent un mode de scrutin particulier, un mixte qui combine les règles des scrutins majoritaire et proportionnel.

▪Au premier tour, si une liste obtient la majorité absolue des suffrages exprimés (plus de 50%), elle obtient le quart des sièges à pourvoir. Les autres sièges sont répartis à la représentation proportionnelle entre toutes les listes ayant obtenu au moins 5% des suffrages exprimés.

Sinon, il est procédé à un second tour la semaine suivante. Les listes ayant obtenu au moins 10% des suffrages exprimés peuvent se maintenir, et éventuellement fusionner avec les listes ayant obtenu au moins 5% des suffrages.

▪Au second tour, la liste qui arrive en tête obtient un quart des sièges à pourvoir. Les autres sièges sont répartis à la représentation proportionnelle entre les listes ayant obtenu au moins 5% des suffrages exprimés au second tour.

Les Régionales comportent, nous surine-t-on à longueur de temps, un risque majeur de voir réapparaître le ballet des prétendants aux sièges et les tractations des représentants de la politique politicienne.

Il est vrai que tous les types d'élection, quel que soit le système retenu, ne sont pas autre chose qu'une **caricature de la démocratie**, la seule et l'unique, à savoir la **démocratie directe**.

Pour l'heure, le système retenu a été concocté par des constitutionnalistes patentés. Bien difficile n'est-ce-pas de les soupçonner d'avoir eu des idées au relent de souffre au moment de proposer un tel système.

Au mois de décembre 2015, le parti de madame Le Pen risque de rafler la mise. Déjà premier parti de France lors des Européennes, le Front national va très certainement contribuer au chamboulement du paysage régional.

Les événements survenus le 13 novembre à Paris vont contribuer, l'amalgame habituel aidant, à faire du parti frontiste, un porte parole d'une France hargneuse, sectaire et fière de l'être, une France qui n'admet sur son sol « l'Etranger » qu'à la condition qu'il y vienne pour servir de main d'œuvre à bon marché, pour les seuls profits du capitalisme national.

De deux choses l'une. Dans le cas bien probable du recours à un second tour, les partis "majoritaires" (PS, UDI et les Républicains) risquent d'être amenés à faire alliance, sur fond d'unité nationale afin de barrer la route à un FN appelé à un succès électoral au second tour.

Ce serait là un moyen efficace de déjouer les plans lepénistes, au prix de manœuvres, combines et tripatouillages circonstanciels.



Dans un autre cas, les partis de la droite de l'échiquier pourraient être conduits à faire alliance avec le Front national et ainsi, au soir du second tour des régionales, les électeurs seraient conviés à une sorte de grand chelem de l'extrême-droite et de la droite extrême, ce qui rejeterait sine die les représentants du P.S. et ceux de la gauche dans la minorité, les privant ainsi d'une chambre d'écho avant le rendez-vous des présidentielles de 2017.

Les récents appels du PS, relayant après le 13 novembre les discours d'Hollande et de Valls conviant à « l'union la plus large des Français

par ces temps difficiles » n'ont pas trouvé d'écho auprès des Mélenchon, Duflot et autre Laurent, ces derniers préférant jouer pour leurs propres couleurs, affaiblissant ainsi les premiers.

Dans tous les cas de figure et, quels que soient les résultats des tractations qui auront cours au soir du 6 décembre, c'est bien le Front National et la droite extrême qui tireront leurs épingles du jeu électoraliste.

Après le groupe des "droites européennes" et les mairies F.N., l'escarcelle de l'extrémisme fascisant, raciste, xénophobe, homophobe et sexiste va se remplir à nouveau de nouvelles et nouveaux représentant-e-s légitimé-e-s par un système de désignation « l'électoralisme » système que les anarchistes n'ont jamais cessé de dénoncer et de combattre !

Que des quantités considérables de femmes et d'hommes, non sensé-e-s a priori faire la courte échelle à des représentant-e-s de la galaxie extrémiste, continuent à légitimer ce système pernicieux et contre productif, n'est pas là par nous étonner. En effet, l'alternative à ce système demande un engagement de tous les instants contre les dérives du

"libéralisme", du "capitalisme" et de la "social-démocratie".

**PARTICIPER
AUX ELECTIONS
C'EST ACCEPTER
LA SOUMISSION
ET CAUTIONNER
LA TRAHISON**

La lutte pour changer en profondeur la société dans le sens d'une plus grande autonomie des individu-e-s et de plus d'autogestion, cette lutte donc requiert, au-delà d'un refus légitime de voter, de s'organiser autrement, de manière permanente, sans intermédiaire.

Tout mettre en œuvre, lutter pour parvenir à atteindre cet objectif - une société égalitaire, anti autoritaire, solidaire, fédéraliste...- voilà la seule attitude qui fait sens. Elle nous éloigne définitivement du ronron électoral et des rendez-vous réguliers que nous proposent (que nous imposent devrions-nous dire) les gouvernants et les possédants dans le but d'asseoir indéfiniment leur autorité.



Piège à cons

Y'a plein d'moments bonnards, dans une vie d'anar,
mais aussi des moments tendus, lors des foires aux élus,
lorsque de tous côtés, le fiel s'apprête à s' déverser,
contre l'ennemi abstentionniste, plus menaçant qu'un djihadiste.
En ces temps d'idéaux rances, et de massive surveillance,
Super Dupont a ressorti le clairon, pour appeler les moutons,
à venir se faire tondre, et puis dans l'urne pondre,
un renoncement sans condition, à l'expression de leur libre opinion.
Alors nous, en Comminges, on s'est s'coué les méninges,
quand à l'issue du premier tour, le candidat bleu-blanc-rouge,
est arrivé juste après l'rose, devant le bleu et les deux rouges,
et que comme à l'accoutumée,
tous les républicains-castors, furent conviés par leurs mentors,
à faire un républicain-barrage, pour endiguer les skins en rage.
Pendant ce temps, Super Denis (1), notre rat-toner des champs,
retapissait notre décor, en affiches tricolores.

Et qui c'est qui s'y est collé, pour sans cesse les décoller?
C'est nous les NOSOTROS (2) ! C'est pas les PODEM-os (3),
ces rouges qui comme des gros glands, à l'issue d'une énième guerre de clans,
prêts à s'entretuer entre arrivistes, ont présenté deux listes,
et ont quitté l'arène, après un tour de piste.
A présent ils appellent à voter socialo, et tous ceux qui s'abstiennent sont traités d'collabos.

On a pensé qu'il fallait, **en vers et contre tous**,
Leur poéter au nez, car on n'a pas la frousse.
On a appelé l'aède à l'aide, et l'aède est venu
et pour nous a pondu « **Pourquoi je me suis abstenu** »:
un tract poético-politico-comique,
contre cette politique, du vote à coups de trique,
pour dire merde à la république et à ses appels pathétiques,
pour qu'on élise l'inique, l'indéboulonable clique,
car ce serait là *notre devoir civique* ...

(1) Denis Sourd, responsable, candidat et militant hyper-actif du FN dans la 8ème circonscription de la Haute-Garonne (Comminges) qui a été démis de ses fonctions par les instances du FN suite à la publication sur son blog de dessins racistes empruntés à la mouvance identitaire.

(2) Groupe anarchiste militant dans le Comminges.

(3) PODEM, intitulé d'une liste présente aux élections départementales se déclarant de la gauche électoraliste prétendument radicale.



Pourquoi je me suis abstenu (tract poético-politico-comique)

Quand le P.S a sermonné,
Après son premier tour raté,
De faire **BARRAGE** au bleu marine,
Rendu marron par alluvions,
Aux forts relents franco-fascistes,
J'ai de suite pensé aux zadistes,
Et à feu notre ami Rémi,
Mort pour la P.AC, le F.M.I,
Et j'ai défié Manuel en duel,
Ce toréro au goût de fiel,
Retranché derrière l'illusoire,
Union sacrée dans l'isoloir.
J'ai refusé d'offrir ma voix,
Pour la énième putain de fois,
J'ai choisi de pas renoncer,
D'garder ma voix et de **HURLER**
Rien ne pourra **BAR**rer la **RAGE**
Des désobéissants pas sages.

Christophe



Postmodernisme et milieu militant...

Le temps de la colonisation des groupes et des esprits

Edi Norbras

« Postmodernisme & Post-anarchisme...Deux faces d'une même frustration », Novembre 2013

Dans une entreprise de «colonisation» comme ce fut le cas des syndicats envahis par le parti communiste (le marxisme) autour des années "20", les dégâts directs et/ou collatéraux furent immenses. Hier ce fut **le Syndicalisme** qui eut à en pâtir, aujourd'hui c'est au tour des organisations libertaires, anarchistes et/ou de lutte à subir une forme de colonisation d'un type nouveau, entreprise réalisée par des mouvements et militant-e-s acquis-es aux thèses du postmodernisme.

Les milieux militants en général et, en première ligne, les organisations libertaires sont submergé-e-s par un relativisme postmoderne venu tout droit des contrées américaines du nord. Un relativisme ethno-centré et socialement marqué.

Le premier constat que pouvons tirer, c'est que les théories postmodernes permettent aux dominants de continuer à justifier leur domination. En effet, elles agissent sur la sphère **culturelle** dans le but de nier toute référence à l'universalisme. Le postmodernisme se sert de la critique de l'ethnocentrisme pour maintenir, par l'utilisation de la différence, une hiérarchie fondée sur la culture.

Il n'est relativiste qu'en apparence, car il juge par rapport à son propre centre de valeur, qu'il considère implicitement comme supérieur.

Le relativisme culturel commence par la critique des idées de progrès et de civilisation et s'étend à la remise en cause de l'idée même de vérité. Une critique spécieuse et dangereuse qui affirme que l'idée de droits fondamentaux est constitutivement liée à la philosophie des Lumières et du sujet dont la pensée postmoderne fait le procès. Elle conduit ainsi à l'affirmation que les Lumières - la Raison - ont pu rendre possible le progrès intellectuel, social et matériel affiché par la société occidentale moderne, mais que dans une inversion autodestructrice elles sont dans le même temps à l'origine de la régression vers la barbarie primitive qu'a connu l'Europe du vingtième siècle.

Cette tentative fumeuse d'impliquer les Lumières dans le développement du fascisme et du nazisme est non seulement choquante mais elle entretient une forfaiture insoutenable.

Le nazisme et le fascisme, faut-il le rappeler n'ont eu de cesse que de détruire les Lumières et ne leur sont redevables de rien !

Vérité... et vérités

La notion de vérité joue un rôle central dans ce qui nous permet de communiquer. Quand on dit qu'un discours est vrai objectivement, on ne fait pas que proposer de changer un discours pour un autre (une interprétation pour une autre), on estime pouvoir clore toute discussion. Une saine méfiance contre les prétentions à dire le vrai est nécessaire et utile mais une méfiance généralisée n'est-elle pas pire que le mal ? Ceux qui se voudraient relativistes mais poussent soudain de hauts cris et s'indignent quand un ministre dit que « toutes les civilisations ne se valent pas » ne se dédisent-ils pas ?

S'il n'y a pas de vérité, pourquoi y-aurait-il des propos intolérables qu'il faudrait unanimement rejeter ?

N'est-on pas contraint alors à faire un constant grand écart comme Michel Foucault qu'on entendait (selon Pascal Engel) expliquer en chaire au Collège de France dans les années 70 que la vérité n'était rien d'autre que l'instrument du pouvoir mais qu'on pouvait voir ensuite défiler dans la rue derrière une banderole réclamant « *vérité et justice* ».

Un droit ... Nouvelle version

Une nouvelle version du droit du plus fort pouvant difficilement s'affirmer ouvertement, le recours au relativisme et la culture sert de marchepied idéologique et pratique aux postmodernes. Il y a donc eu un renversement dans la justification de la hiérarchie, nous sommes passés de la nature à la culture, de la métaphysique au relativisme postmoderne.

S'il est difficile de considérer que «les valeurs» seraient universelles, il est pourtant possible d'affirmer sans risque d'être démenti que certaines d'entre-elles **sont universelles** quand d'autres ne sont que relatives à des situations historiques ou locales particulières...

Tentative de dissolution de la modernité

La dissolution de la modernité a profondément changé notre façon de voir et de comprendre le monde qui nous entoure. Elle a aussi mis de l'avant une philosophie de vie qui se fonde davantage sur la proximité et le quotidien.

Ainsi, la désillusion à l'égard du modernisme conjuguée à l'émergence des valeurs hédonistes, produit de nos jours un scepticisme grandissant à l'égard des grands discours idéologiques et leurs promesses utopiques. L'homme postmoderne affiche maintenant un nouveau type d'individualisme et décide lui-même de ce qui est bon pour lui. Un individualisme que l'omniprésence des massmédias, loin de produire l'universalisme a plutôt mis en relief, en évoquant le pluralisme des visions du monde, des points de vue et des interprétations d'un événement.

On voit donc aussi apparaître dans la culture postmoderne un processus de démocratisation des critères de vérité. La vérité «absolue» cède la place aux vérités, toutes plus diverses et «vraies» les unes que les autres.

Si l'homme postmoderne n'accorde plus de crédit aux grands discours idéologiques et aux promesses «utopiques» à quoi croit-il, s'il croit encore ?

À des petites" vérités qu'il choisit, plutôt qu'aux grandes qu'on lui avait imposées. C'est ainsi qu'il devient végétarien, culturiste ou ... adepte d'une théorie psychologique qui donne temporairement sens à sa vie.

On assiste à la banalisation égalitariste des différentes valeurs dont est porteuse la «fin des grands récits».

Les normes sont désormais insérées dans la sphère individuelle : tout va vers «*l'expressivité individuelle dérégulée*».



La notion de progrès réévaluée

L'importance du doute dans la réflexion postmoderne vient invalider la notion moderne de progrès, de dépassement. Le doute induit la réévaluation et la volonté d'appréhender autrement un phénomène. La pensée postmoderne ne cherche plus à explorer le nouveau à tout prix, elle est, au contraire, «*la volonté d'explorer les zones de coexistence [...] de les faire s'interpénétrer, réagir, de jouer de leur métissage, d'opérer des connexions, des anachronismes délibérés*».

Une nouvelle normalité sociale, plus souffrante sur le plan identitaire, semble en voie de s'installer

Pour avoir favorisé une attitude antidogmatique, cet état de chose n'en aurait-il pas moins généralisé une certaine forme de "névrose collective", voire de "décadence morale" ?

L'individu accapare toutes les choses dé-substantialisées qui l'entourent et leur donne le sens qui lui convient. **C'est le temps de l'éphémère et de l'éclectisme des projets et des engagements.**

Ce qui semble alors «faire sens» c'est l'adhésion de l'individu à un groupe de personnes qui partage ses valeurs. Le choix se fait ainsi selon les intérêts du moment, les goûts, les occurrences, les investissements passionnels passagers. La prolifération même de ces groupes indique qu'ils ont su s'adapter au besoin de «zapping» de l'individu postmoderne. Ils se sont adaptés aux normes de sélection individuelle.

A force de jouer au jeu de la «déconstruction», les militants postmodernes n'ont plus aucune certitude, sinon celle de l'existence de leur petit «moi».

L'individualisme capitaliste moderne trouve ici sa meilleure justification radicale. Chez les postmodernes, tout discours universaliste fondé sur la lutte des classes et le rôle de la classe ouvrière est source de méfiance, discrédité dès le départ et considéré comme un instrument de la domination masculine, blanche, hétérosexuelle, occidentale, etc.

Parmi des thématiques postmodernes : le recours au concept d'Islamophobie

Ce concept est employé dans le but avoué de dénoncer une «*certaine réalité actuelle*» des rapports sociaux. En réalité, c'est la mise en perspective d'une attitude outrancière qui tend à englober/amalgamer celles et ceux qui véhiculent idées racistes et fascistes, le plus souvent contenues derrière un rejet global et/ou total de l'Arabe (raciste ; xénophobe ; culturel ; culturel...), avec toutes celles et tous ceux qui critiquent l'Islam au même titre que toutes les autres religions, dans le but bien défini et explicite de parvenir à s'émanciper de la domination déiste et/ou cléricale !

Pour nous anarchistes, critiquer l'Islam, cela revient à critiquer un «marqueur» important de la Domination, des systèmes de domination, est-ce utile de le préciser, au même titre que l'Etatisme ou le Capitalisme... Nous pensons sincèrement qu'il est utile, nécessaire même, de porter une critique générale des religions, incluant l'Islam, sans pour autant que cette inclusion se trouve affublée des marques infamantes de «l'Islamophobie» !

Ce qui aujourd'hui prend tout son sens dans la mise en évidence de la nature postmoderne et métapolitique, ce sont les idées et les politiques pro-religieuses, avec la promotion de signes extérieurs ostentatoires dans l'espace et les institutions communes. Il en va de même pour les politiques bio-différentialistes et racistes mises en avant en matière de droits politiques et sociaux, à travers la notion acritique de « minorités visibles ».

On comprend que dans cette perspective antimoderne et métapolitique, la lutte historique pour l'émancipation sociale et pour une société « d'égaux » soit devenue une lutte secondaire...

Pour notre part, nous devons affirmer que ce qui pour nous est en cause ce sont les religions, TOUTES les religions, et ce qu'elles véhiculent de soumissions, d'interdits, de diktats, de rejets, de mise à l'index etc. etc.

La croyance des individus n'est ici aucunement en cause, dès lors qu'elle concerne la sphère privée.

En revanche nous sommes fondés à dénoncer, en tant qu'anarchistes, tout ce qui relève des prosélytismes religieux et évidemment, l'Islam ne peut aucunement échapper à cette règle.

L'influence du postmodernisme sur une partie importante de l'extrême-gauche, des alternatifs et des libertaires est dans ce cas précis fort explicite. Certains dans ce courant tendent le plus souvent à défendre des positions à la fois surprenantes et, quelquefois même, réactionnaires.

Nous considérons utile, nécessaire, de critiquer toutes les religions à partir des textes sur lesquelles elles se fondent et sur leur Histoire, et non par rapport à de simples critiques circonstanciées sur l'extrémisme que prendrait tel ou tel phénomène religieux. Ainsi, il est révélateur que les "postmodernes" ne parlent plus de critique des religions, mais «*des formes d'oppression que peuvent prendre les phénomènes religieux*».

Fanatisme religieux et mutisme...

Dans l'analyse du «fanatisme islamique», les postmodernes n'ont pas fait mieux que les anti-impérialistes. *Michel Foucault* ne faisait-il pas l'apologie de la brutalité de la révolution iranienne : l'Iran n'a pas «*le même régime de vérité que nous*».

Aujourd'hui, cette version du relativisme culturel est devenue un lieu commun. Ainsi, *Michael Hardt* et le philosophe italien *Antonio Negri*, n'affirment-ils pas que l'islamisme est en soi un projet postmoderne : «*La postmodernité du fondamentalisme se reconnaît à son refus de la modernité comme arme de l'hégémonie euro-américaine – à cet égard, le fondamentalisme islamique représente bien un exemple paradigmatique*». Ou encore : «*Dans la mesure où la révolution iranienne a exprimé un profond rejet du marché mondial, elle pourrait être considérée comme la première révolution postmoderne.*»

De nombreux auteurs de "gauche" insistent pour dire que la cause du fanatisme religieux n'est pas la religion, mais l'impérialisme occidental, l'oppression et la pauvreté. On trouve aussi des gens pour croire que le fanatisme islamique n'est pas le produit de l'impérialisme occidental, mais une forme de résistance à son égard.

Quels que soient les groupes qu'il attire à lui dans les faits, il constituerait une idéologie des opprimés...

Nous nous trouvons ainsi souvent confronté-e-s à une "gauche" plus soucieuse d'éviter les accusations d'islamophobie que de condamner le fanatisme islamique. La raison qui peut faire sens, mais laquelle pour autant ne valide pas le flou contenu dans le concept d'islamophobie, est qu'en Europe occidentale et de manière identique aux USA, les "Musulmans" sont des immigrés récents, objets de discriminations, de surveillance policière, souvent de brutalité policière et d'hostilité populaire.

La méfiance et le rejet vis-à-vis de celles et ceux qui adoptent la religion musulmane semblent grandissants. Ce phénomène ne se limite pas seulement à l'extrême droite et à la droite populiste et/ou nationaliste.

Pour autant, malgré cette réalité indiscutable, on ne doit en aucun cas être source de soutien, ni caution en légitimité, quand il s'agit de la lutte que des fanatiques religieux entreprennent contre des valeurs, telles que la liberté individuelle, la démocratie, l'égalité des sexes, le pluralisme religieux, valeurs considérées comme étant « occidentales »...

Pour les anarchistes, tout en dénonçant le célèbre «choc des civilisations», tarte à la crème des autoritaires, nationalistes et fascistes de tous bords, il est nécessaire de parvenir ensemble à comprendre comment défendre la réalité "séculaire" dans cet âge «post-séculier» et comment défendre l'Égalité sociale et la Démocratie directe contre les arguments religieux en faveur de la Domination, de la Hiérarchie et de la Théocratie.

Sur le front de la lutte contre l'Islamophobie

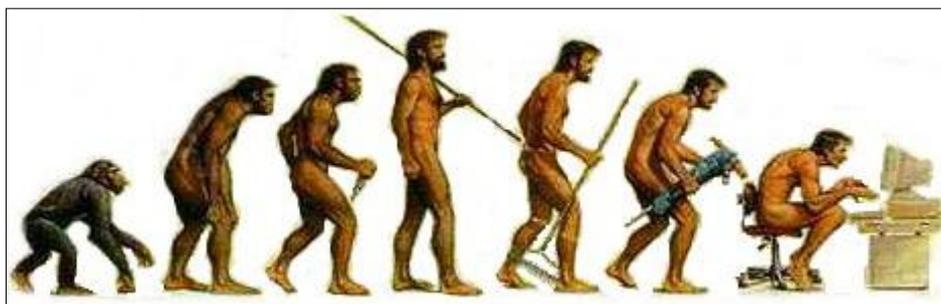
Issu de 57 Etats de l'Organisation pour la conférence islamique au sein des organisations internationales (ONU, UNESCO...), le concept d'Islamophobie a obtenu son adoption, de manière acritique, par de nombreux militants d'extrême gauche et libertaires pour des raisons plus ou moins opportunistes...

A la suite, nous avons été convié-e-s à une offensive, des spécialistes des religions, au sein du champ intellectuel⁶, très discrets sur leurs convictions religieuses et presque jamais athées, ce qui permet d'émettre un doute sur la portée de leurs travaux. On trouve aussi des sociologues, des anthropologues, des philosophes, des historiens... qui ont adopté ce terme d'«islamophobie».

- certains pour renforcer leur champ d'activité universitaire : course aux postes ; volonté d'être publiés
- d'autres pour répondre à des critères devenus normes (prise en compte des questions de genre, des minorités etc.) dans les sujets des maîtrises et des thèses, mais aussi dans les articles des revues académiques.

Ce qui frappe, à la lecture de « *Sociologie* » (N°1 -volume 5, 2014), numéro consacré à la sociologie de l'islamophobie, c'est une grande naïveté.

Ainsi, les auteurs de l'introduction aux différents articles de la revue expliquent que « *l'analyse de l'islamophobie implique au préalable de suspendre tout jugement - favorable ou défavorable - sur la valeur et la légitimité des identités et des pratiques musulmanes et de les considérer comme des "faits sociaux normaux"* ».



Du postmodernisme ...au post-anarchisme⁷

Quelle que soit la pertinence de certains de leurs propos, les post-anarchistes ne développent aucune perspective de transformation révolutionnaire de la société. Issu des chaires universitaires et du mouvement autonome, le post-anarchisme s'enrobe d'une phraséologie et d'une radicalité pseudo révolutionnaires.

Le **post-anarchisme** repose en premier lieu sur la théorie innovante du pouvoir développée par Michel Foucault. Le pouvoir ne peut, dit-il, se réduire aux institutions qui imposent des règles directement contraignantes, mais comprend les rapports sociaux qui diffusent des normes.

Une manière de penser, d'agir est modelée par les relations que les individus entretiennent entre-eux.

Ainsi naîtrait une conception qui permettrait de s'attaquer à toutes les formes de domination.

A partir de cet axiome, la suppression de l'État ne signifierait pas le dépassement de toute forme de domination, préalable pourtant indispensable.

La société postrévolutionnaire se devra également de transformer "qualitativement" les rapports sociaux.

Une première question me taraude. L'idée serait qu'une fois l'État aboli, il serait nécessaire de pousser plus avant, afin de changer en profondeur les rapports sociaux.

Cette affirmation, même si elle contient une part de vérité - de justesse - quant à la nécessité de s'attaquer aussi aux divers contenus des rapports sociaux, me paraît tout de même bien légère.

En effet qu'en est-il de la période qui nous sépare de l'abolition de l'État ?

⁶ Parmi les personnages médiatiques que l'on entend constamment discourir sur les religions et la laïcité aucun n'est athée ni même agnostique : Régis Debray et Max Gallo sont catholiques, Odon Vallet orthodoxe et Jean Baubérot protestant. Leur objectivité est donc sujette à caution.

⁷ Le post-modernisme appliqué à l'anarchisme

Est-ce que nous pourrions parvenir à l'abolir par une opération de "*l'esprit saint*", ou bien après de longues étapes et de très nombreuses luttes individuelles et collectives, bien évidemment marquées au coin de l'idéologie anarchiste, puisqu'il s'agit là de l'abolition de l'Etat ?

Puisque "*l'esprit saint*" n'est que pure affabulation, il faudra bien passer par les étapes et les luttes nécessaires à l'abolition du dit Etat.

Mais alors, ces luttes individuelles et collectives et ces étapes qui nous y conduiraient, seraient-elles faites par des individus qui ne tiendraient aucun compte des rapports sociaux et de la nécessité de les transformer en profondeur ? Evidemment non !

Les processus qui nous conduiraient à cette disparition (abolition) de l'Etat, prendraient en compte l'intégralité de la lutte contre tous les systèmes de domination et contres toutes les dominations qui peuvent en découler.

Il est évident que dans la société actuelle, divisée en maîtres et serfs, la vraie liberté ne peut pas exister; elle ne le pourra pas tant qu'il y aura exploités et exploités, gouvernants et gouvernés.
Kropotkine

Le Sur-anarchisme

Au moment de parler du sur-anarchisme, Paraire⁸ se sert en premier lieu de l'œuvre de Proudhon.

«Le père de l'anarchisme» s'est employé lui-même à œuvrer en destructeur - critiques de la religion, du capitalisme, de la propriété privée- mais a aussi œuvré en constructeur avec l'élaboration des théories mutualistes, fédéralistes etc. Il ne s'est pas contenté de détruire, il a aussi voulu construire.

Le courant post-anarchisme, faisant suite au postmodernisme, est lié au cycle actuel de reflux des luttes révolutionnaires. Le pessimisme et le défaitisme alimentent ainsi ces *théories de la résignation* et de *l'accommodement avec l'ordre marchand*.

Dans un contexte où le doute règne en maître, le projet révolutionnaire s'en trouve largement ébréché.

« *Le projet d'un changement global de société est désormais assimilé à un totalitarisme...* »

A partir de la vision d'un Deleuze, à savoir que «*chacun est minoritaire*», on pourrait penser que le post-anarchisme, qui s'appuie sur les minorités, peut également porter un projet universel. Il est néanmoins indispensable de conserver une certaine distance par rapport aux "*effets de modes*" et aux "*théories fumeuses*".

L'émancipation des minorités, la pluralité des oppressions et la multitude des luttes ne peuvent ni ne doivent être occultées. Il semble pourtant indispensable « *d'articuler l'affirmation des subjectivités radicales avec la création d'une nouvelle communauté humaine égalitaire et libertaire.* »

⁸ **PARAIRE Michel** est né en 1976, à Paris. Il est l'auteur d'une Histoire de la philosophie fondée sur l'évolution des sciences, « *Comprendre les grands philosophes* », ainsi que d'une histoire des femmes philosophes modernes : « *Femmes philosophes, femmes dissidentes.* » En collaboration avec son père, Philippe Paraire, il a publié « *La Révolution libertaire* », une anthologie de textes de Proudhon, Bakounine et Kropotkine, donnant à redécouvrir les idées qui ont influencé la Révolution espagnole de 1936. Son ouvrage « *Michel Onfray, une imposture intellectuelle* » a déclenché une polémique dont plusieurs journaux se sont fait l'écho. Il donne des conférences à l'université populaire de Saint-Denis, entre 2008 et 2009 - En 2009, il participe à la création de *Montr'up*, une nouvelle université populaire de Montreuil, dans les locaux de *La Parole errante*, présidée par Armand Gati. Il y dispense bénévolement des cours pendant deux ans. Depuis 2011, il donne des cours à l'Université populaire de philosophie de l'association Alderan à la mairie du 12^{ème} arrondissement de Paris.

Le projet révolutionnaire peut se construire aujourd'hui, à partir de la multiplication et l'articulation des luttes qui visent à transformer le monde et à changer la vie ici et maintenant.

Des luttes qui se doivent

- d'être diffusées progressivement à l'ensemble de la société.

Des expérimentations qui doivent

- s'accompagner d'un projet révolutionnaire.

Seules les luttes sociales peuvent permettre de changer la réalité matérielle et, à travers leur multiplication et leurs convergences, proposer une véritable rupture révolutionnaire.

Les minorités aussi diverses qu'elles puissent être, ne peuvent se libérer qu' *«en balayant l'ordre capitaliste pour créer une nouvelle société commune sans exploitation ni domination»*.

En fonction de cela, les minorités et les opprimés doivent se fédérer de manière autonome plutôt que de cultiver leur petite spécificité...

Toute autre approche, notamment le post-anarchisme, qui ten à considérer que la querelle des Anciens et des Modernes se joue aujourd'hui entre Modernes et Postmodernes, ou plus exactement entre anarchistes dits "fossilisés" et "Anarchistes new-look", nous renvoie malheureusement à un abandon en rase campagne de nos fondamentaux, lesquels font pourtant la spécificité de l'anarchisme social.

En réalité, nous sommes confrontés à une remise en cause de ce qui fait l'essentiel de l'anarchisme. Il ne s'agit à aucun moment d'un dépassement, mais bien plutôt d'un travestissement des réalités qui le fondent. Ce renversement des valeurs va jusqu'à nier les finalités de notre courant de pensée, au besoin en s'attaquant son caractère propre, à son altérité.

Il nous faut donc rejeter avec la plus grande détermination cette entreprise de démolition, laquelle, sous couvert de droit d'inventaire, s'adonne plutôt à ce que nous pourrions qualifier d'entreprise de révisionnisme...

Comment nous contacter

Organisation Anarchiste

oa@infosetanalyseslibertaires.org

PERPIGNAN Groupe Anarchiste Puig Antich

Mel : contact@groupe-puig-antich.info

Librairie **Infos 2**, rue Théodore Guiter à Perpignan (près de la place des Poilus)

Permanences : samedi de 15H à 19H



TOULOUSE Groupe Anarchiste Albert Camus

Mel : groupe.albert.camus@gmail.com



Athénée Albert Camus

36, rue de Cugnaux - 31300 Toulouse

Permanences : les Mardi de 18h30 à 19h30

COMMINGES Groupe Nosotros

Mel : nosotros1936@yahoo.fr

CARCASSONNE Groupe Anarchiste de Carcassonne

Mel : groupecarcassonne@gmail.com

GRENOBLE Initiative Anarchiste et Libertaire

Mel : grenoble.ial@gmail.com

93 Liaison Région parisienne

Ecrire à O.A.

AUCH Liaison du Gers

Ecrire à O.A.